

2010/03

FMI, Banque mondiale et (manque de) volonté politique ?...

par HARMONY VANDER STRAETEN

*Analyses &
Études*
Société



Nos analyses et études, publiées dans le cadre de l'Éducation permanente, sont rédigées à partir de recherches menées par le Comité de rédaction de SIREAS sous la direction de Mauro SBOLGI, Éditeur responsable. Les questions traitées sont choisies en fonction des thèmes qui intéressent notre public et développées avec professionnalisme tout en ayant le souci de rendre les textes accessibles à l'ensemble de notre public.

Ces publications s'articulent autour de cinq thèmes

MONDE ET DROITS DE L'HOMME

Notre société a la chance de vivre une époque où les principes des Droits de l'Homme protègent ou devraient protéger les citoyens contre tout abus.

ÉCONOMIE

La Presse autant que les publications officielles de l'Union européenne et de certains organismes internationaux, s'expriment sur les problèmes de l'immigration et s'interrogent sur la manière d'arrêter ce flux important.

CULTURE ET CULTURES

La Belgique, dont 10% de la population est d'origine étrangère, est caractérisée, notamment, par une importante diversité culturelle

MIGRATIONS

La réglementation en matière d'immigration change en permanence et SIREAS est confronté à un public désorienté, qui est souvent victime d'interprétations erronées des lois par les administrations publiques, voire de pratiques arbitraires.

SOCIÉTÉ

Il n'est pas possible de vivre dans une société, de s'y intégrer, sans en comprendre ses multiples aspects et ses nombreux défis.

Toutes nos publications peuvent être consultées et téléchargées sur notre site www.sireas.be



**Service International de Recherche,
d'Éducation et d'Action Sociale asbl**
Secteur Éducation Permanente
Rue du Champ de Mars, 5 – 1050 Bruxelles
Tél. : 02/274 15 50 – Fax : 02/274 15 58
educationpermanente@sireas.be – www.sireas.be

Avec le soutien
de la Fédération
Wallonie-Bruxelles



FÉDÉRATION
WALLONIE-BRUXELLES

Créés en juillet 1944 suite aux accords de Bretton Woods, la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) sont aujourd'hui encore et toujours des acteurs incontournables de la scène internationale. Créanciers et/ou partenaires des états dans le cadre des ajustements structurels et des Objectifs du Millénaires pour le Développement, ces deux instances influencent l'échiquier politique à l'échelon mondial. Pour le bien de tous ? Dans quel intérêt ? Ces deux organes sont-elles les seules à pouvoir remplir ces fonctions ?

« NOTRE RÊVE, UN MONDE SANS PAUVRETÉ »

Avec pour devise « Notre rêve, un monde sans pauvreté »(1), il n'est pas surprenant que la Banque mondiale se retrouve impliquée dans l'atteinte des Objectifs du millénaires pour le développement puisque ces derniers « (...) sont les cibles que la communauté internationale s'est données en vue de réduire de moitié la pauvreté dans le monde et d'améliorer la situation des plus démunis d'ici 2015.(.) » (2) Afin de concourir à de tels objectifs, la Banque mondiale se doit d'opter pour une ligne de conduite claire, de mener une politique rigoureuse et d'être l'écho de tous les peuples. Mais est-ce vraiment le cas ? Longtemps décriée parce qu'accusée de ne servir que les intérêts des pays les plus industrialisés, la Banque Mondiale a finalement réformé cette année son système de droit de vote¹ Ainsi, « 3% des droits de vote à la Banque mondiale doivent (...) être transférés vers « les pays émergents et en développements dynamique » d'ici janvier 2011 » (3) Si pour

1 Qui jusqu'alors se basait sur le principe de « 1 dollar égale 1 voix ».

Dominique Strauss-Kahn, directeur général du FMI, il s agit là « *de décisions historiques* »(3), beaucoup reprochent à ce transfert de ne rien changer « *aux rapports de force* » *au sein de l'institution*. « *À titre d'exemple, la Chine () détient environ 3% des droits de vote aujourd'hui, très loin derrière les États-Unis qui possèdent à eux seuls plus de 16%, leur garantissant de facto un droit de veto sur toutes les grandes décisions. Le groupe emmené par le Rwanda, qui regroupe 24 pays d'Afrique noire et représente 225 millions d'individus, possède quant à lui 1,39% des droits de vote !* » (3) Dans ces circonstances, peut-on réellement parler de rééquilibrage ? La voix des pays les plus petits et les plus pauvres est-elle ainsi protégée ? Il semblerait que la Banque mondiale n'aie finalement que faire des critiques qui ont été émises à son égard et de la crise de légitimité par laquelle elle est passée de 2004 à 2008. De toute façon, aujourd'hui, grâce à l'aggravation de la crise, la Banque mondiale a vu sa position d'acteur incontournable renforcée. Par ailleurs, elle a également su tirer profit de la crise écologique en créant plusieurs fonds d'investissement climatiques tout en finançant des projets de déforestations. (3,1,4).

LES EFFETS DU FMI

De son côté, le Fonds Monétaire International (FMI) n'est pas non plus en reste. Alors qu'entre 2004 et 2008, certains pays en développement ont pu grâce à la hausse des prix des matières premières lui rembourser de manière anticipée leur dette, aujourd'hui une telle situation n'est plus envisageable. Et malheureusement, qui dit tutelle financière, dit grand pouvoir décisionnaire. C'est ainsi que sous la pression du FMI, de nombreux pays se sont vus obligés d'adopter récemment des mesures drastiques et anti-sociales comme la réduction des revenus des fonctionnaires ou encore la diminution des programmes de protection sociale.(3,4, 8) Pourtant, l'histoire² a montré à maintes reprises que de telles mesures n'ont pas pour effet de lutter contre la pauvreté, mais au contraire, d'aggraver celle-ci et de renforcer les inégalités. Avec une politique de libéralisation du commerce et de mondialisation exacerbée à outrance, certains pays en développement qui jusqu'alors s'auto suffisaient sur le plan alimentaire n'arrivent plus à concurrencer les produits issus des pays

2 Les réformes d'ajustements structurels adoptées suite à la crise de la dette dans les années 80, ont conduit à la réduction des budgets sociaux et à une libéralisation économique et à une privatisation sans tenir compte des spécificités de chaque pays. Résultats : de nombreux pays en développement se trouvent aujourd'hui totalement démunis et n'ayant pas d'autres choix que de faire appel à des créanciers comme la Banque mondiale ou le FMI. Les voilà pris dans une sorte de spirale infernale. « (...) *une nouvelle crise de l'endettement est en gestation.* » (3).

du Nord qui inondent le marché à des prix défilants toute concurrence. Conséquences : les paysans appauvris quittent les zones rurales pour s'entasser dans des taudis en ville, les villes sont surpeuplées, insalubres etc. Il semblerait qu'en voulant améliorer la situation dans ces régions, la Banque mondiale et le FMI aient fait pire que bien.⁽⁸⁾ Mais la situation n'est peut-être pas irrémédiable ! Après tout, il y a 10 ans de cela, différents pays, institutions et organisations ont promulgué les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui clamaient qu'« un autre monde est possible ». Qu'en est-il aujourd'hui, 10 ans après et 5 ans avant la date butoir de 2015 ?

VERS UN AUTRE MONDE ?

Les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) peuvent-ils constituer les bases de cet « autre monde » ? « Pour la majorité des gouvernements, institutions internationales (ONU, Banque mondiale, FMI), ou organisations de la « société civile », les OMD constituent () un dénominateur commun en termes d'objectifs à atteindre à moyen terme. » Malheureusement, il est regrettable que ces objectifs restent minimalistes. « *Les Objectifs du Millénaire pour le Développement devraient être considérés comme un seuil minimum à atteindre et non comme un plafond.* »⁽⁵⁾ Malheureusement, ces objectifs sont très souvent considérés comme une fin en soi. Tout espoir d'un autre monde s'écroule donc lorsqu'on découvre qu'en 1974, les États membres de l'ONU s'étaient fixés comme objectif non pas de réduire la pauvreté de moitié³, mais bien de l'éradiquer totalement d'ici 2000. Ainsi, au lieu d'aller de l'avant en mettant la barre plus haut, avec les OMD, les États avancent à reculons. (5, 10) Sans compter que la définition de la pauvreté sur laquelle ils reposent est elle-même discutable. Sont considérées comme pauvres, « *toutes les personnes disposant de moins d'un dollar par jour en parité de pouvoir d'achat. Ce qui donne par exemple pour l'Inde un seuil de pauvreté fixé à 25 cents par jour* »⁽⁵⁾ Or il faut être réaliste : il est impossible de satisfaire l'ensemble des besoins fondamentaux avec une si petite somme, quelque soit le continent sur lequel nous nous trouvons. (10) Par ailleurs, « *il est important de rappeler que la pauvreté est un phénomène multidimensionnel et ne peut (en aucun cas) se résumer à un critère purement financier.* »⁽⁵⁾

De plus, si les OMD reprennent plusieurs droits essentiels, ils en omettent également quelques uns. Quid du droit au travail ? Quid du droit à la sécurité sociale ? Rien n'est dit sur ce sujet dans les OMD.

Autre argument en la défaveur des OMD : « les indicateurs » permettant de mesurer l'évolution positive ou négative des situations. (5, 10) Ceux-

3 Il s'agit du premier objectif.

ci, bien qu'ils aient été élaborés entre autres par des organismes reconnus pour leur sérieux comme le FMI, la Banque Mondiale et l'Organisation de Coopération et de Développement Économique (OCDE) sont inappropriés, voire incomplets. Ces « erreurs » sont-elles le fruit du hasard ou reflètent-elles des choix politiques ? Si nous analysons l'objectif numéro 6 (combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies), nous trouvons quelques éléments de réponses. Ainsi, l'indicateur préventif qui est pris en compte dans le cas de la lutte contre le paludisme est l'utilisation d'une moustiquaire imprégnée pour les enfants « alors que la persistance du paludisme est surtout liée à des systèmes d'assainissements déficients. » (5) Ce choix est assez révélateur, lorsque l'on sait que le paludisme a été éradiqué en Europe non pas grâce à l'utilisation de moustiquaires, mais bien grâce à la mise en place d'une politique d'assainissement... (5) Les indicateurs permettant de mesurer la propagation du VIH/SIDA sont également peu fiables. Ces derniers sont en effet incomplets puisqu'ils ne sont recueillis que sur une partie de la population. Des franges entières de la population à risques ne sont pas prises en compte.

Tout ceci pose questions : comment espérer « changer le monde » lorsque les indicateurs permettant de mesurer ces changements sont faussés ? Pourquoi la communauté internationale ne rectifie-t-elle pas ces indicateurs ? Y a-t'il une véritable volonté de changement ? (5, 9) De la lecture du rapport 2010 sur les Objectifs du Millénaire (OMD) pour le Développement transparaît effectivement une volonté de bien faire. Ceci dit, à aucun moment ils ne se remettent en question. (4) (7) Dans ce contexte-là, il est évident que les Objectifs du Millénaire pour le développement ne seront jamais atteints d'ici 2015. Comme si les états et les organisations internationales se donnaient bonne conscience en les mettant à l'agenda politique, mais que finalement ils refusaient de se donner les moyens d'y parvenir.

MANQUE DE VOLONTÉ POLITIQUE

Et tant qu'ils refuseront de remettre en question le cadre économique actuel, aucun état ni aucune institution internationale ne pourra atteindre les OMD. Ainsi, en défendant la liberté de commerce et l'imposition de plans d'ajustements structurels, la Banque Mondiale tout comme le FMI ne rempliront jamais leur mission première qui est celle de lutter

4 Ils ne parlent jamais de revoir les indicateurs, ni même de revoir leur politique..

contre la pauvreté. (9, 2)⁵ Au contraire, actuellement ils jouent « un rôle majeur dans le maintien du modèle néolibéral qui conduit les peuples à leur perte. » (4) Est-ce une situation irrémédiable ? Bien sûr que non. Encore faudrait-il que le FMI et la Banque mondiale deviennent des organismes plus démocratiques et laissent la possibilité aux états qu'ils soutiennent de développer leur souveraineté. « *A la logique du consensus de Washington, fondée sur l'uniformisation des politiques économiques nationales et la dérégulation du système mondial, doit dès lors se substituer une logique inverse, fondée sur l'appropriation des politiques locales et la régulation du système local.* » (10) *Seulement tout cela demande un minimum de volonté politique...*

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

1. Voltairenet, « Crise à la Banque Mondiale et au FMI ». (en ligne) c2008 (consulté le 13/08/10) Disponible sur : <http://www.voltairenet.org/article154881.html>
 2. Fonds Monétaire International, « Le FMI et les Objectifs du Millénaire pour le développement ». (en ligne) c2010 (consulté le 13/08/10) Disponible sur : <http://www.imf.org/external/np/exr/facts/fre/mdgf.htm>
 3. VIVIEN R., MILLET D., TOUSSAINT E, « Les menaces du FMI et de la Banque Mondiale planent de nouveau ». (en ligne) c2009 (consulté le 10/08/10) Disponible sur : <http://www.pambazuka.org/fr/category/features/59803>
 4. Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, « Une banque mondiale toujours antidémocratique ». (en ligne) c2010 (consulté le 20/07/10) Disponible sur : <http://www.cadtm.org/Une-Banque-mondiale-toujours>
 5. Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, « Un autre monde est-il possible avec les Objectifs du Millénaire pour le Développement
-
- 5 « (...) *Les réformes d'ajustement structurel exigées par le FMI et la Banque Mondiale ont conduit à la réduction des budgets sociaux, à la suppression des subventions aux produits de première nécessité, à la réduction des cultures vivrières au détriment des cultures d'exportation, à une libéralisation économique qui pénalise les producteurs locaux face aux sociétés transnationales, à une privatisation des biens communs, à une fiscalité qui aggrave les inégalités...* » (3).

(OMD) ? ». (en ligne) c2008 (consulté le 20/07/10) Disponible sur : <http://www.cadtm.org/Un-Autre-monde-est-il-possible>

6. Organisation Mondiale de la Santé, « Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ». (en ligne) c2010 (consulté le 20/07/10) Disponible sur : http://www.who.int/topics/millennium_development_goals/about/fr/index.html
7. UN Millenium Project, « Le rapport principal ». (en ligne) c2010 (consulté le 20/07/10) Disponible sur : http://www.unmillenniumproject.org/reports/fullreport_french.htm
8. Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, « Effectivité des droits humains : états des lieux, avancées, perspectives – Introduction par Pierre Galand ». (en ligne) c2009 (consulté le 10/08/10) Disponible sur : <http://www.cadtm.org/Effectivite-des-droits-humains>
9. Comité pour l'Annulation de la Dette du Tiers Monde, « Effectivité des droits humains : états des lieux, avancées, perspectives – « La supercherie des Objectifs de développement du millénaire (OMD) » par Damien Millet et Eric Toussaint » (en ligne) c2009 (consulté le 10/08/10) Disponible sur : <http://www.cadtm.org/Effectivite-des-droits-humains>
10. ZACHARIE A., « Les politiques de développement, talon d'Achille du droit au développement ? », in Kunanayakam T., Quel développement ? Quelle coopération internationale ?, PubliCetim, 2008, 174 pp.